



Journal anarcho-syndicaliste
et/ou syndicaliste révolutionnaire
BP 48 - 54002 NANCY CEDEX

Confédération Nationale du Travail
Association Internationale des Travailleurs

ÉDITORIAL

Cruellement inefficace ; le pique-nique organisé par le Collectif de Soutien de Nancy aux Sans-Papiers l'a une nouvelle fois démontré, si nous ne parvenons pas à exposer notre détermination au Général Chevénement, il se pourrait bien que les mois de juillet et août (mois de la côte de porc rôtie sur les plages européennes) soient ceux de la reprise du travail à Air France. Plus de 40 % de Sans-Papiers n'ont pas été régularisés et vont, dans quelques jours (quand cela n'a pas déjà été fait), recevoir leur invitation à quitter le territoire. Que faire, sinon les encourager à s'auto-organiser afin de leur éviter, une fois encore, les affres de la clandestinité. Que faire, sinon les encourager à l'action collective en vue d'une régularisation globale.

Nullement abattus les membres du collectif Ginseng malgré l'épilogue répressif de l'expérience qu'ils ont menée à Maxéville. Ils ont montré, une fois de plus, après la rue du Docteur Schmitt, que le projet d'une maison autogérée est viable à Nancy, mais que les pouvoirs publics ne sont pas prêts à lâcher le morceau. Et qu'est-ce que ce morceau sinon les privilèges associés à leur fonction d'élu sans mandat ? La CNT, pourquoi le cacher, a soutenu depuis le début cette réappropriation d'un bâtiment vide appartenant au Conseil Général. Elle a soutenu cette volonté du collectif de fonctionner de manière autogérée selon le mode de l'assemblée générale souveraine.

Terriblement bafouée la liberté de la presse dans les radios qui se voulurent libres et qui, grâce à Mitterrand, ne sont plus que des entreprises commerciales bonnes à faire du fric. L'intervention du CSA pour interdire la diffusion d'une chanson dont le texte ne faisait que refléter ce que l'on peut penser des organisations répressives de l'état, et ce, dans une radio qui n'est pourtant pas la plus médiatique qui soit, traduit bien l'impatience des pouvoirs publics à faire taire tout ce qui ne pense pas « unique ». Ce n'est pas la présidente de la dite radio, prête à accepter et à imposer la censure de ses animateurs qui contredira cet adage en guise de conclusion :
l'autocensure, c'est toujours la censure.

Les Temps maudits
REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE
ET ANARCHO-SYNDICALISTE DE LA CNT
N°2
Au sommaire :
Crise du travail ou crise du capital ?
Anarchosyndicalisme et travail
Comment parler du travail des femmes
Le syndicalisme de base en Italie
Prix du numéro : 30 F. Les six numéros : 160 F.
Soutien : 250 F. Trois numéros sont prévus par an.
Chèques à l'ordre de la CNT (au dos, indiquez : les Temps maudits) à adresser à CNT, BP 72, 33038 Bordeaux cedex.
Pour contacter la rédaction, écrire au Syndicat de l'Éducation CNT 4, rés. du Parc, 91120 Palaiseau.

ZONE D'AUTONOMIE TEMPORAIRE (Nancy, 1998)

"Si nous occupons, c'est pour en finir avec la misère." Misère sociale et misère culturelle. En 1998, dans ce pays de "cocagne" qu'est la France, des millions de personnes sont toujours privées de l'accès légitime à un logement décent, à de la nourriture correcte, à des traitements médicaux adaptés, et aux moyens de transports publics ou privés. Ces personnes n'ont pas plus accès à l'information, à l'éducation, aux arts, aux activités physiques et aux loisirs en général. Ils sont dénués de leurs droits essentiels et élémentaires, hormis celui de voter. Voter afin d'élire des opportunistes payés plus de 30000 F par mois pour gérer les "biens" des contribuables.

Dans le même temps, des lieux publics, sous la responsabilité des élus et financés par vos soins, demeurent vides et inutilisés. Le confortable mobilier enfermés à l'intérieur de ces bâtiments abandonnés pourrait sans que personne ne puisse en profiter. Ce n'est pas grave, vous êtes là pour payer le gâchis. Et c'est pour rompre avec cette triste habitude et pour développer le recyclage de locaux vides, que s'est ouvert à Maxéville, le Ginseng, lundi 25 mai aux environs de 20h 00. Dans l'optique

fait, d'anciens bureaux de tailles variables). Sur les portes et les murs de nombreux dessins, grafs, posters et slogans, aussi variés que ceux qui les avaient fixés là pour une période éphémère, devenaient autant de messages de révolte et de liberté à l'intention des forces de répression et des pouvoirs publics. Cet espace regroupait chaque soir une quinzaine de personnes fixes et parfois le double de visiteurs : musiciens, peintres, curieux, sympathisants venus soutenir les occupants et partager avec eux quelques moments de décontraction (à la lueur des bougies !) après les Assemblées Générales nocturnes. La partie habitable n'était en fait pas accessible au "public", mais des liens se créant, une certaine solidarité se développa avec "ceux de l'extérieur", qui devinrent à force, eux aussi, des occupants. C'est avec ces personnes motivées que se tenaient les assemblées générales vers 21h 00. Créatives, mais souvent très longues, les Assemblées Générales (où chaque individu avait son mot à dire, et où les décisions se prenaient à l'unanimité), permettaient de faire le point de la journée, de trouver des activités artistiques, et surtout d'adopter de nouvelles stratégies face à la mauvaise volonté du

tenaient auparavant dans la grande salle centrale). Au même étage, était installée la bibliothèque avec des BD, des tracts et des feuilles d'infos, le Monde Diplomatique, le Monde Libertaire, le Combat Syndicaliste, et quelques autres brochures, certes artisanales, mais tout aussi intéressantes... Bref un point lecture essentiel pour qui désirait s'aérer les neurones en cette période de Roland Garros et de Footrix. Autre lieu stratégique de cet étage, la cuisine, qui fut finalement transférée au 2^{ème} pour faciliter la vie et préserver l'intimité des habitants de la maison. Deux "bouffes populaires" ont d'ailleurs été organisées au Ginseng. La nourriture provenait de récupération (marché, boulangerie...) ou de dons souvent généreux. Dans ce contexte de précarité matérielle, le manque d'eau, aurait pu s'avérer contraignant. Mais heureusement, des étudiantes de la cité universitaire voisine ainsi que des amis permirent aux habitants du Ginseng de bénéficier des divers bienfaits du confort. Le Ginseng fonctionnait sans aucune subvention mis à part le "prêt" d'un local, qui, finalement n'appartient pas au Conseil Général, mais bien à la communauté locale toute entière. Les occupants du Ginseng vivaient eux aussi en communauté dans des pièces de 10 m² et cherchaient à diffuser librement la culture artistique et informative avec le concours de diverses associations, que nous ne nommeront pas ici... pas encore.



des bourses du travail et de la "maison", évoquées dans le précédent numéro, le Ginseng fut également un lieu de vie autogéré. Car l'autogestion est partout, et pas seulement dans les usines. Du 25 mai au 5 juin 1998, le Ginseng a fonctionné en totale autogestion. Un ancien centre médico-social, ("propriété" du Conseil Général, et convoité par le directeur du Grand Sauvois), inoccupé depuis 1994, fut donc réquisitionné par plusieurs individus. D'une part pour donner un toit à ceux qui n'en avaient pas (habitation communautaire), et d'autre part pour libérer la culture, monopolisée par le consumérisme, (la culture publique).

Conseil Général. Ainsi, dès le deuxième jour d'occupation, après la performance apocalyptique du groupe Tromatism, il a été décidé d'ouvrir le 1^{er} étage et le rez-de-chaussée au public de 11h à 22h.

Le rez-de-chaussée devait servir aux répétitions de groupes musicaux et théâtraux, ainsi qu'aux peintres, sculpteurs, jongleurs... qui pouvaient également utiliser la grande pièce centrale du 1^{er} étage durant la journée. Cette pièce était le lieu obligé de tous les passages, de toutes les rencontres, et servait de salle de spectacle. Une autre salle spacieuse et lumineuse du même étage (nommée la "salle des cerveaux lents") accueillit un spectacle de marionnettes, les expos de peintures et de photos, ainsi que les dernières Assemblées Générales, (qui se

Durant ces quelques journées d'occupations et d'activisme culturel, les occupants ont eu la "chance" de pouvoir négocier avec des représentants du Conseil Général (Mangin, Rousselot, Minella...). Les négociations n'ont pas eut lieu. Malgré les 600 signatures de la pétition de soutien, le Conseil Général (à majorité socialiste bien sûr, vous savez P comme pourris, S comme salauds...) se contenta d'imposer sa conception de la social-démocratie aux occupants. Ceux-ci sont tenus de procéder à une évacuation immédiate (expulsion concrétisée le 5 juin vers 16h30, laissant à la rue les habitants), de déposer un projet sans autogestion et au sein d'une association, avec un partenariat obligatoire du Conseil Général, de la Mairie de Maxéville et du Grand Sauvois. Flairant une éventuelle opération médiatique, les émissaires du Conseil Général veulent se donner une image jeune et sympathique. Rousselot prétendra même que tout ça lui rappelle mai 68. N'empêche. Les braves socialistes nous ont refait le coup de la maison rue Schmitt. Une

Dans ce numéro

- Editorial
- Une maison autogérée
- Censure à la radio
- Sans-Papiers : ne pas en rester là
- Divers

SANS-PAPIERS : NE PAS EN RESTER LÀ

Préambule

Même si elle s'est inlassablement interrogée sur la pertinence de sa participation, la CNT fait partie du Collectif de Soutien aux Sans-Papiers de Nancy et, en cela, elle assume pleinement le rôle qu'il a joué jusqu'à présent (d'autant que certains de ses membres ont travaillé à la mise en place des permanences et, régulièrement, au bon fonctionnement de celles-ci).

Le 31 mai 1998, la préfecture a terminé officiellement d'examiner les dossiers déposés par les Sans-Papiers en vue de leur régularisation. Or, force est de constater que nous sommes loin des objectifs affichés par le Collectif et, même s'il a obtenu des régularisations qui sont toutes temporaires (que sont devenues celles et ceux régularisés pour 3 mois il y a 6 mois ?) et que son travail a été réel (environ 60 % de régularisés), nous devons, aujourd'hui, dresser un constat d'échec du Collectif :

Il s'était et se prononce toujours (même si parfois il avait fallu batailler ferme pour le lui rappeler) pour la régularisation de **tous les Sans-Papiers**, mais le fait d'entrer dans la logique chevénementiste des critères n'a pu que les diviser en favorisant la solution individuelle.

Or, divisés, les Sans-Papiers ne peuvent agir.

Dans cette logique d'assistantat humanitaire, le Collectif a pris à son compte toutes les actions réalisées **pour** les Sans-Papiers et non **par** les Sans-Papiers. Cela ne leur a pas permis de véritablement se rencontrer et s'auto-organiser.

Or, sans action collective des Sans-Papiers eux-mêmes, aucune possibilité de régularisation globale.

Le collectif peut continuer à fonctionner de la sorte (recours, contre recours, etc.) indéfiniment en n'obtenant plus que des régularisations au compte-gouttes.

Or, les Sans-Papiers n'auront plus qu'une alternative, rentrer dans la clandestinité.

C'est pourquoi la CNT, tout en décidant de quitter le collectif, estime que les Sans-Papiers ne peuvent se satisfaire de ce résultat. La loi Chevènement privilégie les étrangers économiquement rentables pour la France et encourage la banalisation des idées fascistes du Front National. La loi Chevènement n'est que l'avorton des lois racistes Debré-Pasqua qui n'ont pas été abrogées. La loi Chevènement favorise la déportation de milliers de gens qui sont pourtant des travailleurs comme les autres. La CNT invite donc tous les Sans-Papiers qui désirent ne pas en rester là, qui pensent que seule l'action collective peut aboutir à nous contacter par courrier, par téléphone, etc., en vue de s'auto-organiser.

trentaine de flics en civils et uniformes ont investi le Ginseng, équipés d'une hache et d'un pied de biche, et de bombes lacrymogènes, juste au cas où... Les occupants ont tous dû décliner leur identité. Le fichage s'est effectué sous l'œil bienveillant de ce brave Mangin. Les portes ont été murées par des travailleurs du Grand Sauvoy, devant les yeux d'autres de leurs camarades qui eux nous soutenaient, et étaient ulcérés par ce spectacle. Mais l'expérience du Ginseng n'est qu'un

prolongement de celle de la rue Schmitt, elle n'est qu'un pas de plus dans la lutte pour une société nouvelle, dont les prémisses se trouvent dans l'émergence d'une culture nouvelle, révolutionnaire et libertaire. L'expulsion ne restera pas sans suite,

et l'art, s'il ne peut être au Ginseng, sera dans la rue.

CENSURE À LA RADIO

Les radios libres ne sont plus ce qu'elles étaient. Le sieur Hervé Bourges et les vénérables sages du CSA ont décidé de policer les propos, jugés parfois un peu crus, de certaines émissions. Radio Graffiti (101.5 FM - Nancy) s'est ainsi vu gratifier d'un avertissement pour avoir diffusé une chanson au texte quelque peu revendicatif envers les forces répressives de l'état. Une auditrice, choquée, s'était saisie de sa plume pour s'en plaindre au Conseil des dits sages par lettre recommandée. La radio s'est aussi vue signifier par les autorités locales, compétentes en la matière, qu'il n'y aurait pas d'autre avertissement.

Cette triste histoire, qui rappelle étrangement l'affaire NTM, est survenue quelque temps avant la reprise prévue de « *L'Émission Censurée* » diffusée depuis trois ans sur les ondes nancéiennes. Elle se voulait humoristique et subversive, politique et polémique, en deux mots comme en cent : Anarchie et Rock 'n Roll. Elle appelait un chat : un chat ; un frontiste : un porc ; un élu : un escroc ; etc.

Or, il semble que les dernières pressions exercées à l'encontre de Radio Graffiti ont effrayé quelques membres du conseil d'administration, sa présidente en tête, au point qu'il est impossible que cette émission soit désormais diffusée sous la forme qu'on lui connaissait : « *vous comprenez, il faut éviter les propos qui risquent de choquer certains auditeurs; on peut toujours dire les choses autrement, traiter les sujets polémiques sous un angle différent, moins brutal, etc.* »

CHERCHE-T-ON À FAIRE TAIRE L'ÉMISSION CENSURÉE ?
« L'espace liberté » tant revendiqué sur les ondes n'est plus, et *L'Émission Censurée* est belle et bien censurée.

Radio Graffiti ne veut pas compromettre la liberté de parole de tous ses animateurs pour défendre la liberté d'expression d'une seule émission ; et de l'aveu même de sa présidente, elle cherche aujourd'hui des appuis politiques pour faire face aux pressions. Or, connaît-on un responsable politique qui ne souhaiterait pas faire mains basses sur les radios libres pour s'en servir à des fins de propagande, en connaît-on un seul qui n'essaierait pas de les faire taire lorsqu'elles ne lui plaisent pas ? Chercher des appuis politiques pour se défendre est illusoire. Autant demander au loup de garder la bergerie.

On pourra apprécier à sa juste valeur l'esprit de solidarité dont a fait preuve la direction de cette radio. Les autres animateurs peuvent dorénavant juger sur pièce comment Radio Graffiti compte défendre la liberté d'expression : le CSA fait les gros yeux et la radio s'autocensure.

Or, la liberté ne se saucissonne pas. Quand on l'interdit à certains au nom de celle des autres, on peut se demander de quelle liberté on parle. En matière de média, la moindre concession aux pressions, quelles qu'elles soient, c'est un doigt dans l'engrenage de la collaboration.

FRANCE - SANS-PAPIERS : 1-0 ou le but est mis, lobotomie

La cantine, à midi. Pas bon d'habitude mais chaque jour réserve son lot de surprises. Actuellement, c'est la coupe du monde et ce soir, la France joue son premier match. Alors vous pensez, on ne peut tout de même pas rater ça.

La cantine donc. Une surprise nous y attend. De loin déjà, on peut apercevoir de très nombreux drapeaux verts et blancs suspendus aux bacs du self. Mais qu'est-ce donc ? Si on s'approche un peu, on découvre que c'est un ensemble de fanions en forme de ballons de football. C'est beau, le football. C'est l'aboutissement d'une civilisation qui s'ouvre enfin sur le monde, via le sport et l'amitié entre les peuples. Tout le monde doit être au courant et bien sûr, il serait complètement immoral de ne pas partager ces valeurs. D'ailleurs, comme pour nous le rappeler, tous les agents de service au self arborent avec un large sourire une casquette en carton symbolisant un ballon de football. C'est vraiment beau le football. Ce soir, c'est l'Afrique du Sud contre la France, le pays des luttes pour la liberté contre le pays des droits de l'homme. Magnifique !

Vous avez un petit pincement au cœur en pensant que ce soir, la marseillaise va retentir dans le stade. On pourra lire sur les visages des joueurs, l'émotion ou bien le vide total, suivant qu'on possède une grille d'analyse trotskiste ou non. Et nonchalamment, vous prenez votre plateau contenant du riz sec et du poisson pané ayant une forme bizarre qui peut même vous sembler originale pour une fois. Vous vous asseyez dans la salle et votre voisin vous dit : " oh, t'as vu ?

- Non, quoi ? Vu quoi ? Qu'est-ce que j'ai ?

- Mais non, t'as vu ton poisson pané, la forme qu'il a ? "

Alors vous baissez les yeux, essayant de comprendre ce qu'on vous raconte et là, vous voyez, beauté quasi mystique, vous vous apercevez, ô aveugle que vous êtes, que votre poisson pané a la forme d'un joueur de football prêt à décocher un tir qui arrachera à coup sûr les filets, si ce n'est la tête de votre adversaire.

Vivement le grand soir, c'est à dire ce soir, qu'on voit enfin un bon match de foot.

Dans l'après-midi, comme vous avez du temps libre, et qu'il fait chaud, vous allez à la boulangerie histoire d'acheter une boisson fraîche qui vous désaltérera à coup sûr. Ô surprise ! Sur le présentoir en face de vous, vous découvrez les mêmes fanions qu'à la cantine. C'est beau ce peuple qui s'unit pour la même cause, celle du sport. Un esprit sain dans un corps sain. (Il est bien

connu que le vide absolu ne peut contenir de maladies).

Comme vous êtes un citoyen modèle, vous allez à la poste pour envoyer un courrier, facture de téléphone oblige. Vous y découvrez des ballons de toutes les tailles et le vendeur - oh pardon, le guichetier - vous propose un timbre en forme de ballon de football. Un ami anarchiste vous a dit récemment que la poste avait commandé des milliers de ballons de football au Pakistan, fabriqués par des gamins. Vous sortez de la poste le cœur léger, fier que votre société capitaliste, donc riche, donne du travail et de l'argent de poche aux gamins des pays pauvres, tout cela au nom de la solidarité internationale.

Le soir est enfin arrivé et vous êtes face à votre petit écran, attendant impatientement le début du match. Histoire de ne pas avoir à vous lever, vous avez pris le soin de préparer le cendrier, les klopps, le caca cola et bien sûr, la pizza, élément indispensable pour une soirée réussie. Mais ça y est, le coup d'envoi est enfin donné et les battements cardiaques s'accroissent. Zidane accélère, vous serrez les poings en retenant votre respiration, puis vous soufflez fort en rallumant une cigarette. *On vous aura, on est les plus forts.*

Le gardien adverse dégage le ballon tandis que les spectateurs hurlent " Oh hisse ENCULE ! "

Mais voilà qu'en plein milieu d'une action, le téléphone se met à hurler. Vous vous levez, furieux. Qui peut donc oser vous déranger en plein milieu du match du siècle. Vraiment, aucun savoir vivre. Vous arrachez le combiné de son socle et vous revenez en vitesse face à votre écran. C'est un ami qui vous appelle : " salut, est-ce que tu pourrais venir rapidement, on a besoin de monde ?

- Pourquoi faire ?

- Les flics ont arrêté des sans papiers et ils s'appêtent à les expulser. On voudrait aller devant le commissariat pour dénoncer le centre de rétention. Tu te rappelles qu'ils les parquent dans des cellules de garde à vue, destinées à recevoir des gens pendant quarante huit heures seulement ? "

D'un air distrait, vous répondez que oui, que vous savez tout ça mais soudain, le pays des droits de l'homme vient de marquer son premier but. C'est l'euphorie dans le stade. Alors vous répondez que, eh bien, que vous ne pouvez vraiment pas, que vous êtes très occupé. Et vous raccrochez au nez du pauvre malheureux en pensant que les sans papiers, ça va cinq minutes, qu'il y a des choses plus importantes dans la vie et que d'ailleurs, on devrait les laisser un peu tranquilles les sans papiers, qu'ils n'ont rien demandé à personne.

Laissez les vivre merde ! Et laissez moi regarder mon match de foot !

COMBAT SYNDICALISTE

Abonnement GRATUIT
de 3 mois au Combat syndicaliste

A renvoyer à :
Combat syndicaliste - BP 33 - 54601 Choisy-le-Roi Cedex 01

Nom

Prénom

Code postal

Ville

Profession

fonctionnaire et anarchiste ?

je mords la main qui me nourrit : elle est pourrie :
je ne dois nulle gratitude
à l'État

Le salaire qu'il me verse est un dû de mon droit de vivre
droit de chacun
droit qu'il bafoue chez tous ceux qu'il contraint de mendier son aide
chez tous ceux à qui il nie son aide
l'État
l'État de droit
l'État de droite et d'extrême droite
l'État de merde
qui stipendie une armée de valets
flics profs soldats
pour garantir et propager dans les esprits son ordre
son ordure

Je n'ai prêté nul serment d'allégeance
l'État est un patron comme un autre
il ne peut sans trahir sa nature fasciste
me contraindre au silence
m'interdire de lui dire ce que je pense de lui
et de le clamer à la ronde

Je ne respecte pas l'État

je ne respecte pas quelqu'un qui ne m'a jamais été présenté
je ne respecte pas les images virtuelles - même armées de très réels
gourdins

MilesKhi

Divers

« De la théorie contre insurrectionnelle à son application en France, traite de manière analytique et précise les moyens répressifs utilisés contre les mouvements subversifs, révolutionnaires et sociaux durant les dernières années ; 20 F port compris, chez FTP c/o Planète Verte, BP 22, 54002 Nancy.

« Un mardi sur deux, « Fin de Siècle », de 21h à 23h sur Radio Caraïbes Nancy 90.7 FM. Emission du Groupe J-R Caussimon de la FA de Nancy. Prochaines émissions : les mardis 23 juin et 7 juillet (adresse : Groupe J-R Caussimon - C.R.E.S. BP 113 - 54510 Tomblaine).

Adresse locale et permanence

UL CNT-AIT Nancy
BP 48
96, rue Saint Dizier
54000 Nancy
Tél. 03 83 37 19 00
Permanence : tous les jeudis 18h-20h.

Adresse nationale

33, rue des Vignoles
75020 Paris
INTERNET :
http://www.altern.com/cnt
E.MAIL
cnt@altern.org